



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **Déclaration de la CGT à la suite du rendez-vous avec Elisabeth Borne**

Plus de 4 mois après le début de la mobilisation contre la réforme des retraites, la CGT a été reçue ce jour par la Première ministre, Mme Elisabeth Borne.

Aujourd'hui, la CGT s'est déplacée en qualité de porte-parole des salariés·es engagés·es dans un mouvement social historique au sein duquel, par tous les moyens, les syndicats ont essayé de faire entendre raison au gouvernement.

Aujourd'hui, nous avons porté la voix des syndicats, des unions départementales, des fédérations et plus largement des travailleuses et travailleurs qui se passent le relai de la mobilisation depuis plusieurs mois. Notre demande est simple : nous exigeons toujours le retrait de la réforme des retraites. Nous avons rappelé à Madame la Première Ministre que cette réforme est violente, injuste et injustifiée.

Encore une fois, le gouvernement s'est dérobé alors que des millions de manifestantes et manifestants défilent dans les rues depuis le 19 janvier. Encore une fois, le gouvernement a fait la sourde oreille.

Encore une fois, le gouvernement nous a méprisé.

La CGT a rappelé que les manœuvres pour empêcher l'expression démocratique n'étaient plus possible et qu'il serait gravissime que la majorité gouvernementale retire de l'agenda parlementaire la PPL du groupe LIOT prévoyant la suppression de la réforme des retraites le 8 juin prochain.

Une chose est sûre : il n'y aura pas de retour à la normale tant que cette réforme ne sera pas retirée.

Ce rendez-vous a été aussi l'occasion d'aborder les sujets de préoccupation majeurs des salariés·es et notamment :

- l'augmentation des salaires grâce à leur indexation sur l'inflation ;
- la révision des ordonnances Macron ;
- la conditionnalité des aides publiques aux entreprises ;
- la réduction du temps de travail ;
- l'égalité salariale et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail.

La CGT a rappelé son exigence de négociation tripartite sur les demandes syndicales. L'agenda social est celui des syndicats, pas celui du gouvernement ou du patronat. L'intersyndicale présentera donc le 30 mai ses premières propositions communes.

Nous ne voulons plus de mesures en coquille vide. Nous refuserons également de discuter sur la base d'un agenda patronal ou gouvernemental régressif. La CGT a notamment rappelé son refus de mesures stigmatisant les salariés·es privés·es d'emploi, son combat contre la réforme des lycées professionnels et son désaccord sur toute mesure discriminant les travailleurs·ses sans papiers.

Ce rendez-vous de « dialogue social » s'est avéré être un monologue patronal.

Sur tout le territoire, dans tous les secteurs nous appelons les salariés·es à la mobilisation générale le 6 juin.

Montreuil, le 17 mai 2023